Les voleuses dans la rubrique des faits divers de la seconde moitié du xx^e siècle

La construction de trois grandes figures

Michelle Le Strat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/155>

DOI : 10.4000/abpo.155

ISBN : 978-2-7535-1513-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 127-140

ISBN : 978-2-7535-0875-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Michelle Le Strat, « Les voleuses dans la rubrique des faits divers de la seconde moitié du xx^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-1 | 2009, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/155> ; DOI : 10.4000/abpo.155

Les voleuses dans la rubrique des faits divers de la seconde moitié du xx^e siècle : la construction de trois grandes figures

Michelle LE STRAT

Doctorante en sociologie,
université de Poitiers

À la fin du xx^e siècle, les femmes ne sont qu'exceptionnellement les héroïnes des faits divers. Elles ne représentent que 13,6 % des auteurs des affaires mises en scène dans la Nouvelle-République du Centre-Ouest. Cette situation n'a en soi rien de nouveau et est conforme aux informations chiffrées données par la Statistique criminelle dès la Restauration. Un peu plus tard, en 1835, Adolphe Quételet, dans son célèbre Essai de physique sociale, remarquait qu'en France, les hommes sont au moins quatre fois plus criminels que les femmes. Les observateurs sociaux constatent depuis que, si les crimes au féminin sont minoritaires, leur nombre reste constant, à l'inverse d'une criminalité masculine variable. Toutefois, au-delà des proportions entre les hommes et les femmes et des « crimes spécifiques » que sont l'infanticide et l'avortement, les comportements « délictueux », englobant les délits et les crimes, des hommes et des femmes se ressemblent beaucoup, en particulier en ce qui concerne le vol. Au xx^e siècle, celui-ci apparaît comme un phénomène de masse, lié aux conditions sociales et économiques plus qu'au sexe. De la sorte, il apparaît essentiel de s'attacher à cette forme de criminalité qualifiée « d'acquisitive » et de « non violente », de suivre la manière dont la presse régionale, après la Seconde Guerre mondiale, en rend compte et de s'arrêter sur les grandes figures de voleuses proposées aux lecteurs, tout en s'interrogeant sur les enjeux de cette construction médiatique. Aussi, dans la présente contribution dont la visée est de restituer les trois grandes figures de voleuses présentées par les « faits-diversiers », ce sont moins les évolutions que les traits permanents qui retiendront l'attention.

La voleuse « nécessiteuse »

À la fin du XIX^e siècle, les journalistes de la presse à grand tirage comme de la presse régionale, notamment dans *L'Avenir de la Vienne* et *Le Journal de l'Ouest*, écrivaient que la femme se spécialisait dans les vols à l'étalage et les vols dans les grands magasins. Le vol est alors perçu comme une conséquence pathologique du développement du commerce et des lieux de tentation, conduisant la foule à se presser au rez-de-chaussée des magasins de nouveautés ou des « magasins monstres ». La mode suscite le vertige et métamorphose les étoffes et les robes, les couleurs et les matières offertes aux regards, en objets de convoitise. Au XX^e siècle, l'idée de voir dans cette forme de vol, la manifestation d'une criminalité exclusivement féminine est toujours ancrée dans l'opinion publique, même si elle est aujourd'hui très fortement nuancée. Une enquête¹, menée en 1970 dans neuf grands magasins de la région de Rennes, fait apparaître que les femmes ne sont plus les seules à commettre ce type d'infraction. Pour autant, les données fournies par l'Observatoire national de la délinquance attestent que cette catégorie de vols reste particulièrement forte chez les femmes à la fin du XX^e siècle². Les faits-diversiers ne s'embarrassent guère de représentativité. Peu importe que quelques affaires seulement parviennent devant les tribunaux répressifs ; ce qui compte, c'est bien la présentation qui en est faite dans les colonnes des journaux.

Toutefois, la première figure de la voleuse présentée au lectorat par la presse d'opinion et par la presse illustrée est bien celle de la voleuse « nécessiteuse ». L'expression désigne celles qui dérobent un bien, de la nourriture ou des vêtements, parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Quant au vol de nécessité, il est issu d'une construction jurisprudentielle de la fin du XIX^e siècle élaborée par le « bon juge Magnaud³ », président du tribunal civil de Château-Thierry⁴. « L'état de nécessité⁵ » a permis de faire preuve d'humanité en matière de vols alimentaires, et notamment dans le jugement fondateur du 4 mars 1898 à l'égard d'une femme, Louise Ménard, « fille mère qui avait soustrait un pain de six livres pour nourrir sa fille et sa mère qui n'avaient plus mangé depuis trente-six heures⁶ », et qui avait été relaxée : « Attendu que la faim est susceptible d'enlever à tout

1. OTTENTOF, Reynald, « Les aspects du vol dans les grands magasins », *Annales internationales de criminologie*, 1970, vol. 9, n° 2, 483 p.

2. Les proportions de vols à l'étalage commis par les femmes sont : 1985 (38,48 %), 1986 (39,52 %), 1987 (39,85 %), 1988 (non communiqué), 1990 (38,48 %), 1991 (36,08 %), 1992 (35,24 %), 1993 (33,39 %), 1994 (32,58 %). Source : Ministère de l'Intérieur, Aspects de la criminalité et de la délinquance constatés en France par les services de police et de gendarmerie d'après les statistiques de la police judiciaire, s.l., Éditions La Documentation française, 1998, 392 p.

3. LEYRET, Henry, *Les Jugements du président Magnaud*, Paris, P.-V. Stock, 1900, XLVII-346 p.

4. JEAN, Jean-Paul, *À vous de juger*, s.l, Bernard Barrault, 1988.

5. « L'état de nécessité » a été consacré par le législateur qui, dans l'article 122-7 du Code pénal, en fait une cause d'irresponsabilité.

6. GAYRAUD, Jean-François et SÉNAT, David, *Le Vol*, Paris, PUF, p. 21.

être humain une partie de son libre arbitre et d'amoindrir en lui, dans une grande mesure, la notion de bien et de mal ». La Chancellerie avait, dans une circulaire, donné des consignes afin que les parquets fassent en sorte que « les coupables soient punis et les malheureux secourus ». Dans la presse régionale, des années cinquante à la fin du xx^e siècle, les voleuses appartiennent en grande majorité à la classe dite « inférieure ». Chaque année, dans La Nouvelle République du Centre-Ouest, elles représentent entre 78 et 86 % des catégories mentionnées. En 2000, les chômeuses, toujours selon la présentation faite par les « petits reporters », représentent même 50 % des voleuses.

Le vol de nécessité désigne un geste concernant les articles de première nécessité, alimentaires et vestimentaires, et commis par une femme qui a peu de ressources financières ou assume seule l'entière responsabilité de sa famille. Toutes périodes confondues, elle vit en couple six fois sur dix (59 %) ⁷. Sa situation semble se conformer à l'évolution de la famille « traditionnelle » qui a suivi une mutation affectant tous les pays occidentaux, à des degrés divers. L'état de nécessité est surtout évoqué, par la presse régionale, dans les années d'après-guerre, dans les affaires de vol maternel de subsistance. Certaines peuvent sembler dérisoires. C'est le cas, rapporté par La Nouvelle République pour cette femme mariée qui, pour faire une omelette, « avait volé 4 œufs ⁸ ». Il faut cependant noter que ce cas de figure ne représente qu'un faible pourcentage des affaires du corpus. Il est vrai qu'à l'époque, la France est en pleine période de reconstruction. Il y a un siècle, on volait du pain ; aujourd'hui, selon la présentation faite par les journalistes de la Nouvelle République du Centre-Ouest, on vole surtout des vêtements et des cadeaux de Noël. Cette délinquance de nécessité connaît une évolution qui l'éloigne des seuls critères du dénuement absolu. Le vol de pain est rare, même pour les marginaux. La viande, les volailles en particulier, les produits laitiers font l'objet de nombreux vols médiatisés qui ne relèvent plus directement du besoin immédiat. Vol de nécessité, de détresse, sûrement, quand on prend en compte le vol « d'un tablier trouvé sur la route ⁹ » par une journalière qui « l'a gardé par-devers elle ¹⁰ », le vol d'« un manteau à une voyageuse d'un autobus ¹¹ », d'« une montre dans une vitrine ¹² », de « lames de rasoir ¹³ ».

Pour qu'un délit soit constitué, il faut qu'il y ait un élément légal (un texte), un élément matériel et un élément intentionnel. Or, s'il y a privation de libre arbitre, l'intentionnalité ne tient plus. C'est ainsi qu'en 2000, « cette mère de trois enfants apprend que son mari va perdre son emploi. Alors parce que les fins de mois s'annoncent difficiles, et pour remonter le moral

7. Le taux passe de 62 % en 1950 et 64 % en 1975 à 50 % en 2000, soit un cas sur deux.

8. La Nouvelle République du Centre-Ouest, vendredi 18 novembre 1949.

9. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 7 et dimanche 8 juillet 1951.

10. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 7 et dimanche 8 juillet 1951.

11. La Nouvelle République du Centre-Ouest, vendredi 27 juillet 1951.

12. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 30 janvier 1975.

13. La Nouvelle République du Centre-Ouest, vendredi 4 février 2000.

de ses enfants, elle décide de tenter le tout pour le tout et essaie de voler des vêtements, une chaîne en argent et une cassette vidéo dans un grand supermarché poitevin ¹⁴ ». Elle passe à l'acte pour ne pas sombrer dans le désespoir ou pour améliorer le quotidien qui va devenir difficile. Elle veut juste mettre du « baume au cœur » à ses enfants qui appréhendent la nouvelle situation familiale. Ce jour-là, elle commet donc l'irréparable sans avoir le sentiment de transgresser la loi. Pour le rédacteur, il s'agit ni plus ni moins que d'un vol de nécessité « sur fond de drame social ¹⁵ ». Il relie la tragédie directement au contexte : le lent déclin qui conduit du licenciement au chômage de longue durée, à la fin des droits et au RMI, a été trop souvent décrit pour que le lecteur puisse ignorer ce parcours vers la déchéance. Ainsi, on peut trouver dans le chômage et la détresse sociale une des explications au geste de cette mère de famille.

Il est donc nécessaire de s'attacher au contexte pour donner à ce fait divers tout son retentissement. Le vol, sous la plume du rédacteur, devient un événement « exceptionnel ». D'autant plus que le passage à l'acte ne semble pas être prémédité car, « malhabile [...] inexpérimentée, elle n'arrive pas à tromper la vigilance des gardiens qui l'interceptent sans peine à la caisse ¹⁶ ». Or, le substitut du procureur ne prend pas en compte cet argument et ne demande pas la relaxe au motif de « l'état de nécessité » ¹⁷ tout en constatant tristement que « les difficultés financières peuvent expliquer mais pas justifier cet acte ¹⁸ ». Il est vrai qu'en tentant de sortir de l'hypermarché sans payer les produits qu'elle a peut-être entassés dans un caddie (dont la valeur monétaire équivaut à 1 596,60 F ¹⁹), la mère de famille, non seulement commet un vol, mais de surcroît viole une règle morale qui interdit de porter atteinte aux droits de propriété d'autrui, « fondement d'une société de liberté ».

Néanmoins, le substitut du procureur relativise le geste de l'accusée et se contente de demander une peine de principe, à savoir « une suspension de permis de conduire ²⁰ ». Cette décision, selon le chroniqueur judiciaire, marque la volonté des magistrats de ne pas faire de « l'état de nécessité » une excuse libérant la personne du délit qu'elle a commis, et plus généralement de ne pas considérer des éléments « sociologiques » comme juridiquement légitimes. Pauvres et riches doivent être égaux devant la loi pénale. En droit, ce principe rarement employé conduit, tout comme la folie, à l'irresponsabilité pénale. Des avocats l'avaient déjà plaidé pour un cas similaire à Poitiers ²¹.

14. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

15. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

16. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

17. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

18. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

19. La Nouvelle République du Centre-Ouest, 16 mars 2000.

20. La Nouvelle République du Centre-Ouest, 16 mars 2000.

21. Le 2 février 1997, Annick Grippon volait de la viande dans un supermarché de Niort afin de nourrir ses deux enfants, de 3 et 19 ans. D'abord relaxée par la juge, qui invoque l'état de nécessité, elle est condamnée en appel à 3 500 francs d'amende avec sursis et

Tout en ne reconnaissant pas « l'état de nécessité », le tribunal ne suit pas la plaidoirie de la partie publique et fait preuve d'une certaine indulgence : il « décide de donner un délai à la mère de famille et lui demande de rembourser le magasin début décembre avant de prendre une décision²² ». Le juge possède en effet un pouvoir souverain quant à l'individualisation de la peine. L'article 132-24 du Code pénal lui permet, tout en entrant dans la voie de la condamnation et en prenant en considération les mobiles de l'auteur du vol, de faire preuve d'une humanité et d'une équité comparables dans leurs effets pratiques à celle du juge Magnaud. Le tribunal correctionnel de Poitiers, dans son arrêt précité, s'est ainsi borné à accorder un délai pour rembourser le magasin, combinant effet symbolique de la peine et utilité pratique de celle-ci. Il faut admettre que, dans la pratique, les magistrats rejettent le plus souvent l'état de nécessité. Car ils estiment que l'on peut toujours être plus en danger, plus affamé, plus malade. Le journaliste invite, par l'entremise du récit, à une lecture plus complexe du délit.

Toujours dans la presse régionale, la figure de la voleuse des grands magasins²³ apparaît comme une variante de la voleuse de nécessité. En effet, lorsque le rédacteur insiste sur l'inculpée qui « fond en larme à la barre²⁴ », il sous-entend qu'elle éprouve un véritable sentiment de culpabilité et tend à prouver que le droit pénal a rempli sa mission pédagogique, à savoir inciter les personnes ayant commis un crime ou un délit, à ne plus recommencer. Ainsi, la nécessité éprouvée par cette mère d'offrir de la joie à ses enfants a-t-elle été balayée, au moment de son procès, par le sentiment d'avoir heurté la morale de la société : « Elle est accablée par la honte » explique son avocate. L'aventure individuelle est alors plus parlante qu'un « flot de chiffres ».

De nos jours, la femme fait plus fréquemment « les courses » que l'homme, ce qui explique en partie, la suprématie des femmes dans les vols dans les grandes surfaces. Il est probable qu'avec l'augmentation des familles monoparentales, ce taux de délinquance féminine ne diminuera pas encore ces prochaines années. C'est ainsi que le 25 novembre 1999²⁵,

cinq ans de mise à l'épreuve. Quatre ans après, la mère de famille de quarante-trois ans ne comprend toujours pas la décision du parquet : « Je n'ai pas voulu me pourvoir en cassation ni aller plus loin. J'avais peur qu'on m'envoie en prison ». L'affaire avait défrayé la chronique à l'époque. Et pour cause : depuis un siècle « l'état de nécessité » n'avait pas été invoqué par la justice. Annick était la première personne à en bénéficier depuis Louise Ménard en 1898.

22. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

23. DUBUISSON, Paul, « Les voleuses de grands magasins », Archives d'anthropologie criminelle, 1901, p. 1 ; BADONNEL, « Le vol dans les grands magasins », Revue pénitentiaire, 1968, 108 p. : l'auteur note que « c'est une forme de délinquance plus spécialement féminine » ; CHAZOT, MARMUS, ORSINI, « Le vol féminin dans les grands magasins », Revue sûreté pénitentiaire, 1968, 108 p. Ces auteurs estiment qu'il « est généralement admis que 90 % des vols dans les grands magasins sont commis par des femmes ».

24. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 16 mars 2000.

25. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

quatre jeunes poitevines sans profession ont « écumé » les grands magasins de Châteauroux. Elles quittent leur domicile de Poitiers pour, comme elles le revendiquent à la barre, « passer la journée et venir faire des courses à Châteauroux. À Châteauroux, car Poitiers ne possède pas d'hypermarché Continent ni d'enseigne Pier Import, précisent-elles²⁶ ». Les propos du fait-diversier rejoignent les conclusions des études sur la délinquance qui montrent l'importance accordée à la géographie sociale. Dans cette approche, on constate que l'aménagement de l'espace débouche sur la création de sociétés parallèles à caractère criminel.

Plus présentes dans les grands magasins que les hommes durant de longues années, les femmes s'y livrent à une activité délinquante plus massive qu'en tout autre lieu, comme le souligne régulièrement la rubrique des faits-divers de La Nouvelle République du Centre-Ouest. La publicité envahissante dont elles étaient la cible semble avoir orienté leur criminalité. Pendant longtemps, il a été très rare de voir un homme « faire les courses » et arpenter les rayons des magasins²⁷. Dès lors, dans leur rôle de femme au foyer, le seul contact, dans les années 1950, que les femmes pouvaient avoir avec la société se faisait par le biais des magasins d'alimentation et de fournitures diverses, nécessaires au bon entretien du foyer et de la famille. Plus le magasin est important et offre des tentations multiples et plus les vols semblent nombreux. Aussi un journaliste souligne la fascination qu'exercent les grands centres urbains sur toute une région : « Cette capitale du Bas-Berry, est connue pour son fort pouvoir d'attraction commerciale sur les départements voisins²⁸. » Il apparaît à la lumière de l'expression « pouvoir d'attraction commerciale²⁹ » que dans certains cas, le grand magasin exerce une influence déterminante sur le comportement délictuel. Les procédés de vente ne peuvent que tenter les personnes au statut social précaire. Très typique à cet égard, est la réponse, rapportée par le chroniqueur, d'une des quatre inculpées : « J'ai été tentée, j'ai deux enfants, je ne touche que 5 000 F par mois³⁰. » C'est comme si, suggère-t-il, l'idée de voler ne lui était venue qu'à l'intérieur du magasin. Une vision des

26. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

27. MOYSAN, Roger, « Le vol dans les grands magasins », Centre National de criminologie, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1967. Cet auteur a réalisé une enquête dans quatre grands magasins bruxellois et analysé deux cents vols de ce type commis par des majeurs, et relève la proportion d'un homme pour une femme un quart; d'autre part, sur un total de deux cents vols commis par des mineurs, il relève la proportion de trois garçons pour une fille. Ces résultats détruisent à l'évidence le mythe d'une criminalité purement féminine en la matière. Il propose alors l'explication suivante : « Cette augmentation de la délinquance masculine est évidemment une conséquence du nombre croissant d'hommes qui se rendent dans les grands magasins, mais également d'une politique systématiquement adoptée par les grands magasins. Cette politique tend à intéresser l'homme aux grands magasins. En effet, si les grands magasins à leurs débuts s'adressaient en premier lieu aux femmes, on trouve actuellement dans les grands magasins modernes des articles et même des rayons entiers qui ne s'adressent qu'aux hommes », p. 82.

28. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

29. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

30. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

choses qui est partagée par les avocats de la partie civile : « Le dénominateur commun de toute cette affaire est le manque cruel de ressource [...]. Les deux tiers des objets dérobés étaient des produits de nécessité³¹. » Les voleuses se recrutent en majorité dans les milieux les plus défavorisés, en raison notamment de leur statut familial comme « parents isolés³² ». Nombreuses sont celles qui éprouvent des difficultés financières à « boucler leur budget³³ », et qui trouvent dans le « système de vente proposé » une solution tentante comme « ces jeunes femmes qui ont pour tout revenu des allocations³⁴ ». Le vol dans les grands magasins apparaît alors comme l'un des moyens pour assouvir les besoins fondamentaux et le superflu. Les deux apparaissent indissociables pour le lecteur.

La voleuse domestique

La croissance spectaculaire de l'activité féminine, qui remonte au début des années soixante du xx^e siècle, explique en partie la montée du nombre des femmes mises en cause dans les vols dans le cadre du travail, comme l'attestent, une fois de plus, les pages de La Nouvelle République. Il y a plus de femmes actives, plus de femmes salariées, plus de femmes instruites, mais il y a aussi plus de chômeuses, plus de salariées précaires, plus de femmes en sous-emploi... et plus d'opportunités pour les femmes de commettre des illégalités. On peut toutefois se demander quelle image du vol domestique donne à ses lecteurs La Nouvelle République. En effet, le passage à l'acte peut relever d'un geste de compensation comme dans le cas de cette serveuse « qui pendant plusieurs mois piocha dans la caisse du bar-tabac et s'empara de plusieurs milliers de francs ». Sans doute faut-il mentionner, comme le font à plusieurs reprises les journalistes, que c'est ce que l'on nomme en droit, le vol domestique ou encore le vol par un employé. Tout d'abord, on peut rappeler que le législateur n'a pas voulu considérer le vol commis par un(e) salarié(e) au préjudice de son patron comme un vol simple. Jusqu'en 1981, le Code pénal punissait de la réclusion tout domestique ou homme/femme de service à gages, ouvrier, compagnon ou apprenti qui a volé son maître³⁵. Selon son avocat, la jeune femme « travaillait de nombreuses heures pour un salaire minime³⁶ ». Le discours rapporté par le journaliste permet de donner aux faits divers un aspect objectif. En laissant la parole à autrui, le journaliste échappe du moins partiellement au soupçon de subjectivité. Mais le rédacteur a la possibilité d'opérer des choix et de ne retenir que les témoignages qu'il juge intéressants. La parole autorisée permet ici d'apporter quelques éléments d'explication pour en arriver à un fait de société : quand les revenus deviennent

31. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

32. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

33. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

34. La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 27 et dimanche 28 novembre 1999.

35. Articles 386 à 392 abrogés par la loi 81-82 du 2 février 1981.

36. La Nouvelle République du Centre-Ouest, 24 mai 1976.

insuffisants pour vivre dignement, que peut-on faire ? Le salaire perçu n'est pas le salaire espéré, aussi l'insatisfaction pousse un certain nombre de ces jeunes femmes à voler leurs employeurs.

La plupart des employées qui se livrent à cet acte délictueux, d'après leurs propres aveux, ne considèrent pas qu'il s'agit d'un vol. C'est ainsi que « Marguerite Valade tenta de minimiser l'ampleur de ses larcins : « Le patron, M. Robert Lévy, n'a jamais rien soupçonné. Vous voyez le peu d'importance qu'il y attachait, déclara-t-elle. Je reconnais les vols, mais mon salaire était trop modique pour me permettre d'élever parfaitement mes enfants³⁷. » Le témoignage retranscrit veut apporter un éclairage révélateur sur l'accusée. Il devient un élément d'explication et une manière de minimiser ses actes. Son salaire « trop modique » justifie à ses yeux ses actes, d'autant plus que l'employeur ne s'est pas aperçu des vols. Encore une fois, le discours rapporté permet d'accentuer la distance du narrateur à la chose racontée, une réserve d'autant plus justifiée que la suite du récit révèle que « les policiers apprirent avec étonnement que le butin dérobé avait permis à Marguerite Valade de se rendre propriétaire d'un coquet pavillon où elle habitait à Bagneux et d'acquérir une automobile et un poste de télévision ». On est bien loin, pour le journaliste et ses lecteurs, d'un simple vol domestique compensatoire. Les « coupes de tissus ou les pièces de vêtements qu'elle dérobait chaque soir depuis trois ans » lui ont permis de parvenir à un certain statut social en accédant à la propriété, en acquérant une voiture, un poste de télévision... À elle seule, l'accusée a réussi à dissimuler la provenance de ces fonds. Elle a repris à son compte une technique propre au grand banditisme, celle du blanchiment de l'argent sale. Cette pratique permet à cet argent de passer pour « propre », c'est-à-dire de prendre une apparence honnête. Le journaliste dénonce la personnalité machiavélique de l'accusée qui arrive sur une longue durée à duper son monde en jouant la carte du misérabilisme, à une époque où les gens sortent à peine d'une longue période de restrictions.

En 1950, la France ne compte en effet que 3 794 postes de télévision et, en 1954, 1 % des ménages français est équipé d'une télévision. Acheter une maison semble hors de portée et représente un rêve inaccessible dans une France encore pleine de taudis et d'hôtels meublés surpeuplés. Si ce fait divers a retenu l'attention du journaliste, c'est parce qu'il est susceptible de susciter un large écho chez un public déjà sensibilisé aux questions de privations : « le montant des détournements qui n'a pas pu être exactement établi atteindrait plusieurs millions ». Au bout du compte, on peut dire que le niveau de la criminalité dépend des rapports dynamiques de la frustration et de la crainte de la punition. Si les frustrations sont peu nombreuses, la criminalité ne sera pas très forte. Elle ne le sera pas non plus si les frustrations sont nombreuses mais la crainte de la punition forte. En revanche, si cette crainte est faible et si les frustrations sont nombreuses, la criminalité atteindra certainement un niveau élevé.

37. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 4 juin 1951.

Bien souvent, le contexte joue un rôle prépondérant dans le vol domestique. La voleuse profite de l'état de faiblesse de son employeur pour le voler : c'est ainsi qu'« une femme de ménage de 45 ans, a détourné pendant près d'un an 140 000 F chez un retraité de 90 ans, dont elle s'occupait³⁸... ». Plus loin dans le récit, le lecteur apprend qu'« embauchée chez le vieil homme pour faire les courses, elle a profité de l'état de faiblesse de sa victime pour s'approprier les chèques en blanc que lui signait le nonagénaire et s'acheter vêtements, montres, boissons alcoolisées³⁹... ». La femme de ménage s'est rendue coupable de l'exploitation financière du vieil homme en faisant un usage illégal et inconvenant de ses ressources, entraînant un gain personnel pour elle. Cette malversation est d'autant plus condamnable, pour le fait-diversier qui a choisi de rapporter cette affaire, qu'elle occasionne sûrement une diminution du niveau de vie de la personne âgée et va même jusqu'à la priver de nourriture, de vêtements et de médicaments nécessaires. En dénonçant, les agissements de l'employée, le rédacteur stigmatise la personnalité criminelle de l'accusée et il met en valeur le caractère réfléchi de cette délinquance. Ce n'est pas par hasard que la criminelle s'attaque à une personne âgée. Elle est consciente du pouvoir et du contrôle qu'elle exerce sur ce vieil homme. Les personnes âgées sont en effet, des proies faciles pour les femmes malintentionnées : les personnes âgées ont tendance à avoir des réseaux sociaux relativement étroits qui, souvent, ne suffisent pas à remplir les fonctions de soutien élémentaires. Tel est le cas de ce nonagénaire dont « les économies ont été entièrement dilapidées⁴⁰ » ; « le préjudice a été découvert à la mort de la victime⁴¹ ». Par l'entremise de ces articles, la maltraitance des personnes âgées ne demeure plus confinée dans le secret des questions dont on ne doit pas parler. Au cours de la dernière décennie, de plus en plus fréquemment les auteur(e)s d'actes délictueux de ce type ont été sanctionné(e)s et les faits portés à la connaissance des lecteurs.

Le vol domestique envers les personnes âgées ne se limite pas à la sphère privée. Il s'institutionnalise. C'est ainsi que « le directeur du Château de La Noue, hospice qui abrite les vieillards de la ville de Vierzon, dut licencier une famille qu'il employait : M^{me} Boucherot, 46 ans, cuisinière ; son mari, 53 ans, surveillant ; sa fille, la femme Brisson Louise, 24 ans, fille de salle, et son gendre Albert, sans emploi⁴² ». On a affaire à « un gang familial » qui pillait un hospice de vieillards à Vierzon. Lors de l'exposé de la distribution des rôles, le narrateur devient prolix sur les attributions réservées aux femmes, véritables mentors de la machination : « la cuisinière stockait du ravitaillement et des instruments de ménage. Des perquisitions permirent de retrouver 26 draps, 40 torchons, chemises, serviettes, etc. ;

38. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 2 septembre 1999.

39. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 2 septembre 1999.

40. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 2 septembre 1999.

41. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 2 septembre 1999.

42. La Nouvelle République du Centre-Ouest, 14 décembre 1949.

au domicile de la fille on trouva également du linge et des instruments de chirurgie ». Il est important, pour bien comprendre ce fait divers, de se remettre en situation. Un bref rappel historique s'impose. En effet, les faits se passent en 1949. Si Vierzon fut épargnée par la guerre de 1914-1918, la ville fut durement éprouvée par celle de 1939-1945. De violents bombardements détruisirent un septième de la ville. Tout laisse à penser que la reconstruction fut difficile. Le contexte, les professions modestes des accusés, renforcent l'hypothèse du vol domestique compensatoire. La nature des vols, « 26 draps, 40 torchons, chemises, serviettes..., instruments de ménage », laisse supposer qu'il s'agit d'un trafic de biens rares sur le marché et dont la pénurie favorise le marché parallèle. D'une manière générale, le vol est commis sous l'influence d'un « mobile immoral » : la « cupidité ». Peu de voleuses agissent par altruisme, pour venir en aide à une parente ou à une voisine. Aussi les journalistes proposent-ils à leurs lecteurs une morale : « L'amour du gain l'emporte toujours. »

La mise en scène du vol domestique repose parfois sur un mensonge. Dans ce cas de figure, le rédacteur met l'accent sur la mise en scène théâtrale du « vol » en déployant tous les artifices du récit. L'accusée est immédiatement isolée par un effet de zoom : « Vendredi à 9 heures 45, M^{lle} Dominique Laurent, 22 ans, encore sous le coup de l'émotion... » Un long développement est consacré à sa rencontre avec le « cambrioleur » : « Elle serait tombée nez à nez avec un individu qui aurait braqué sur elle un pistolet et lui aurait intimé l'ordre de lui ouvrir le coffre-fort. » Cette précision lui permet de justifier son attitude. Sa version accrédite la thèse selon laquelle elle fut contrainte d'obéir aux pseudo-agresseurs. En effet, « l'homme sous la menace de son arme, aurait exigé d'elle la recette contenue dans des petits sacs en toile... ». Au fil de l'article, le journaliste doute de la véracité des propos tenus par la jeune femme. L'emploi du subjonctif lui permet d'exprimer ses doutes : il émet une hypothèse pour bien montrer qu'il ne reprend pas à son compte le fait qu'il cite. On perçoit également son scepticisme lorsqu'il rapporte la durée du drame conformément aux dires de l'accusée : « Selon M^{lle} Laurent, la scène aurait duré à peine deux minutes. » La fin de l'article accrédite la thèse de la fabulation : « Or, il s'est avéré par la suite, que les versions de M^{lle} Laurent ont été souvent contradictoires. Ainsi, le récit fait aux journalistes de La Nouvelle République différerait-il en bien des points des différentes dépositions à la police. » Le lecteur apprend que la jeune femme « pressée de questions par les inspecteurs de la Sûreté vierzonnaise » est passée aux aveux. Elle a avoué « avoir menti dans ses dépositions successives, et être finalement l'auteur de ce vol au préjudice de ses employeurs ». À la lecture de ce fait divers, on constate que seules certaines informations ont été prises en compte par le narrateur. Le(s) mobile(s) de l'acte reste(nt) ignoré(s). Le récit s'attarde sur le déroulement des opérations. Le journaliste choisit de mettre en avant un trait psychologique récurrent de la personnalité criminelle féminine, à savoir une certaine mythomanie. D'une manière générale dans les faits divers au xx^e siècle, fabuler est présenté comme étant inné chez la femme délinquante.

Le « vol à la femme de chambre⁴³ » est une pratique plus courante dans les faits divers des années d'après guerre. Elle consiste à voler régulièrement son employeur. L'inculpée « Marie-Louise Gilot » semble être coutumière du fait puisque l'acte d'accusation « comportait une vingtaine de pages ». Le chroniqueur brosse un portrait moral et physique négatif de l'inculpée. Il utilise cette technique dans le but de mettre en avant le côté hors norme de la criminelle. La description physique annonce la déchéance morale de la prévenue : « C'est une vieille femme vieillie, les cheveux grisonnants, les yeux rouges de larmes, qui a pris place dans le box des accusés. Il y a loin entre cette pauvre créature et l'alerte soubrette qui se présentait aux riches bourgeois⁴⁴. » Dépourvue de remords, cette « souris d'hôtel » montre cependant un certain vague à l'âme à l'évocation de ses forfaits. C'est ainsi qu'« à l'évocation de ses onze coups qu'elle a réussis, Marie-Louise Gilot réagit par une crise de chagrin⁴⁵ ». Le journaliste insiste sur la récidive et insinue l'incapacité de l'institution judiciaire à rendre la justice. En effet, il ne suffit pas à la Justice d'avoir le pouvoir de dire le droit, il faut aussi qu'elle le fasse respecter au nom de la loi et de la vérité. Une fois n'est pas coutume, l'accusée ne tente pas une diversion pour se défendre : lors de sa mise en liberté provisoire, elle avoue « sans discuter, avoir cambriolé les caves de ses voisins, volé des bicyclettes à Orléans et à Fontainebleau⁴⁶ ». Elle donne, par ailleurs, l'impression de regretter de ne plus pouvoir continuer ses activités : « sa méthode de « travail » avait été bien mise au point. Se présentant le matin au travail, sous un faux nom, elle trouvait un prétexte pour s'absenter [...] et on ne revoyait ni la soubrette, ni sur le butin sur lequel elle avait fait main basse⁴⁷ ». En l'absence d'informations bien précises sur la déviance féminine dans les années cinquante, le journaliste est contraint, pour répondre aux questions que ne peut manquer de se poser le lecteur, de donner la parole à la Justice (président, avocat général) et à la Science (expert judiciaire), procédé suffisamment rare dans le corpus pour qu'il soit relevé. Il est vrai que la polyphonie crée « un effet de vérité⁴⁸ » et « rapproche [...] l'énonciateur primaire et les énonciateurs rapportés, afin que le premier puisse rapporter la caution des autres⁴⁹ ». Le discours direct du président donne immédiatement le reflet de l'incompréhension et oriente la réflexion sur le terrain de la science en employant un vocabulaire médical : « Vous avez vraiment le virus du vol⁵⁰. » Les conclusions de l'expert judiciaire divergent quelque peu : « L'expert psychiatrique,

43. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

44. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

45. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

46. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

47. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

48. PETITJEAN, André, « Le récit de fait divers : étude comparée de France-Soir et de Libération », *Pratiques*, n° 50, juin 1986, p. 68.

49. Ibidem, p. 69.

50. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

tout en affirmant qu'elle n'est pas folle, déclare que son émotivité doit atténuer légèrement sa culpabilité⁵¹. » Finalement, l'attitude de l'avocat général résume assez bien l'imbroglio de la situation à laquelle doit faire face l'institution judiciaire avant de rendre la justice : « L'avocat général Lindon sourit avec scepticisme devant ce diagnostic⁵². » Le choix des informations est donc un indicateur précieux pour montrer que le travail du journaliste, même s'il évolue selon les différentes techniques mises à sa disposition, obéit à une logique humaine que l'on ne peut ignorer. Le rédacteur reste prisonnier de sa fonction tout comme de sa personnalité et ne se sent pas nécessairement tenu à une objectivité.

La voleuse sournoise

Les femmes semblent, d'après la presse régionale, privilégier le vol par ruse : le ou les auteur(e)s se présentent comme des vendeurs à domicile et profitent d'un moment d'inattention pour voler. Ce type de vol est réalisé par des délinquantes qui, le plus souvent, usurpent une qualité. Il est aussi appelé vol à la fausse qualité. Les personnes âgées sont les principales victimes des vols avec entrée par ruse. C'est la mésaventure qui est arrivée à « une octogénaire aux modestes ressources⁵³ ». Elle a reçu la visite de deux femmes qui « lui avaient proposé de blanchir la maison » ! Ces voleuses font preuve de tant de mobilité, de grande prudence, de professionnalisme et d'exceptionnelle audace que leur arrestation s'avère parfois difficile. C'est après une « longue et assez délicate enquête [...] mais qui a été néanmoins fructueuses, puisqu'elle a abouti à l'arrestation des deux coupables⁵⁴ ». Leur « manège » se déroule de la façon suivante. Tout d'abord, elles se distribuent les rôles : « Tandis que l'une traitait de cette affaire [le blanchiment de la maison], et occupait l'attention de l'octogénaire, l'autre suivant le processus, hélas classique, fouillait les tiroirs et dérobait toutes les économies de la retraitée, soit 4 000 F, ainsi que ses bijoux⁵⁵ ! » La mise en scène sophistiquée de faux peintres en bâtiment, de fausses employées des eaux, de fausses assistantes sociales sème nécessairement le trouble dans l'esprit des victimes et des lecteurs et sape la confiance des personnes âgées vis-à-vis des agents des institutions et des services publics. Les vols commis visent des objets facilement négociables (numéraire, bijoux, or, objets précieux) et permettent des gains particulièrement élevés. Au-delà du préjudice matériel, les personnes âgées, victimes de ces « méfaits », les vivent comme un véritable traumatisme, une violation insupportable de leur intimité et un abus détestable de leur confiance. Toutes sont profondément choquées, et il leur est difficile, voire impossible, de s'en remettre. C'est le cas de « M^{me} David qui se trouve désormais sans ressources. Sa

51. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

52. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 17 octobre 1950.

53. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 14 octobre 1974.

54. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 14 octobre 1974.

55. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 14 octobre 1974.

seule consolation a été de récupérer ses bijoux⁵⁶ ! » Il en est de même pour cette octogénaire qui « n'y comprend rien. Jamais elle n'a fait de mal à personne, elle ne se connaît pas d'ennemis et pourtant dans la nuit de mardi elle a été volée et battue⁵⁷ ».

Dans le vol par ruse, les voleuses professionnelles n'ont pas d'état d'âme, suggèrent les journalistes. Elles font du vol un véritable métier. Elles utilisent des techniques qui se sont perfectionnées et font preuve d'une grande imagination pour parvenir à leurs fins, comme « cette fausse infirmière qui profitait du fait que les clients étaient immobilisés sur leur lit avec des ventouses sur le dos pour perquisitionner dans les tiroirs⁵⁸ ». Ces femmes diabolisées par la presse régionale dans les années cinquante font « feu de tout bois » et peuvent aller « jusqu'à revendre les marchandises que des personnes de bonne volonté lui remettaient pour les vieux de l'hospice de Bicêtre⁵⁹ ». D'une manière générale, l'attention de la voleuse se porte sur tout ce qui a de la valeur. Ainsi l'irruption de nouveaux moyens de paiements et la généralisation de la carte bleue ont donné naissance à une nouvelle catégorie de voleuses : « l'arnaqueuse à la CB ». Dans un premier temps, la voleuse emploie la ruse pour subtiliser la carte de la victime « sur le lieu de travail⁶⁰ » ; dans un second temps, elle se livre à diverses escroqueries.

Quant au vol à l'arraché, il est présent dans la presse à la fin des Trente Glorieuses. Il est décrit comme un vol commis avec violence en arrachant de force à la victime un sac à main, un téléphone portable, une carte bleue, des lunettes de marque. Tous les chroniqueurs insistent sur le fait que les personnes vulnérables, telles les personnes âgées, constituent des proies faciles, mais ce n'est pas une généralité. Les voleurs à l'arraché s'attaquent à toute personne susceptible d'avoir quelque chose qui peut les intéresser : « Deux jeunes femmes [...] sans profession, volèrent un sac à main à M^{lle} Thérèse Morit, secrétaire de direction⁶¹. » Le besoin ne représente pas le fil conducteur de ce vol ; il ne sert pas à acheter des produits de première nécessité, mais plutôt le superflu comme « des parfums et frivolités⁶² ». Les voleuses prennent ici un risque calculé en sachant que la foule ne les gêne guère puisque les témoins sont souvent des observateurs impuissants et craintifs.

Dans un autre registre, s'approprier l'identité d'une autre ne pose guère de problème pour la « femme malhonnête » selon le journaliste qui écrit en 1950. C'est ce que doit penser « la voleuse qui commanda au nom de M^{me} Decourt diverses marchandises chez des commerçants⁶³ ». Sortir sa

56. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 14 octobre 1974.

57. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 20 février 1975.

58. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 8 juin 1950.

59. La Nouvelle République du Centre-Ouest, jeudi 8 juin 1950.

60. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 18 décembre 2000.

61. La Nouvelle République du Centre-Ouest, vendredi 6 décembre 1974.

62. La Nouvelle République du Centre-Ouest, vendredi 6 décembre 1974.

63. La Nouvelle République du Centre-Ouest, vendredi 23 juin 1950.

carte d'identité ne suffit pas toujours à prouver qui l'on est. Subtiliser le nom d'un tiers peut se révéler d'une facilité enfantine, même dans les années d'après guerre alors que les Français ont l'obligation de détenir une carte d'identité⁶⁴. L'astuce qui consiste à obtenir des documents authentiques avec sa photo mais avec le nom d'une autre personne, commence « à faire des ravages⁶⁵ ». En effet, « pour chaque personne, c'est un véritable cauchemar car elle doit prouver en permanence qu'on lui a volé son nom⁶⁶ ». Les voleurs(e)s d'identité effectuent une ou des transactions en simulant l'identité de la personne fraudée. Par exemple, un fraudeur peut effectuer des appels téléphoniques ou faire des achats importants et faire payer les frais par la personne fraudée, il peut aussi retirer de l'argent du compte en banque de cette personne. Le « vol d'identité » est donc le fait de prendre délibérément l'identité d'une autre personne, comme le fit cette femme de chambre « qui se faisait appeler Germaine Herst, et se nommait en réalité Germaine Leris, 45 ans, titulaire de 14 condamnations pour vol⁶⁷ ». Ces voleuses, soulignent fortement les journalistes de la presse régionale, sont difficiles à interpeller. En effet, il n'est pas facile d'établir la preuve des faits : « Les recherches ont été facilitées par la découverte d'un papier indiquant une adresse à Caen où furent recueillis les renseignements qui permirent aux enquêteurs d'arrêter Germaine Leris alors qu'elle tentait d'écouler l'argenterie⁶⁸. » Il faut également compter avec l'ingéniosité de la « femme malhonnête » jamais à cours d'imagination : lors de son arrestation, la femme évoquée ci-dessus a avoué le vol de trois tableaux de maître, en précisant que le troisième « trop grand pour entrer dans son sac, elle l'avait dissimulé dans la lingerie⁶⁹ » de son employeur. Le délit est d'autant plus difficile à démontrer que la voleuse maîtrise l'art de tromper son monde en affichant une conduite irréprochable. C'est ce que suggère le journaliste lorsqu'il titre : « Germaine "la perle" cherchait à vendre l'argenterie de M. Gervais⁷⁰... » Le surnom « la perle » met l'accent sur la tenue

64. Depuis 1955, les Français n'ont plus l'obligation de détenir une carte d'identité. Lorsqu'ils ont à justifier de leur identité, ils peuvent donc présenter un document officiel portant leur photographie : un passeport, même périmé depuis moins de deux ans, un permis de conduire, une carte d'invalidité, une carte d'abonnement aux transports collectifs ou une carte d'identité professionnelle par exemple.

65. Un rapport d'enquête de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale des affaires sociales a envoyé un questionnaire à un échantillon représentatif de préfectures. Il ressort que si les falsifications et les contrefaçons repérées par les agents entre 2003 et 2005 sont en baisse, – les documents français sont de plus en plus difficiles à imiter –, les obtentions frauduleuses, sous une identité créée ou, le plus souvent, empruntée, explosent : plus 3,5 % pour les passeports, plus 10 % pour les cartes d'identité, plus 20 % pour les permis de conduire et près de 175 % pour les titres de séjour. Voir TABET, Marie-Christine, « Vol d'identité : le cauchemar des victimes », *Le Figaro*, 30 mars 2007, p. 10.

66. Ibidem, p. 9.

67. *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, samedi 24 et dimanche 25 juin 1950.

68. *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, samedi 24 et dimanche 25 juin 1950.

69. *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, samedi 24 et dimanche 25 juin 1950.

70. *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, samedi 24 et dimanche 25 juin 1950.

irrémédiable de la servante. Le narrateur met en avant le « caractère félon » de la personnalité de la criminelle. Toujours dans le domaine de l'appropriation, une voleuse réalise un « tour de force » en inversant les rôles pour devenir la victime : c'est ainsi que la jeune postière de Bas-Evette après « avoir affirmé avoir été victime d'une agression, a avoué qu'elle avait simulé cette agression⁷¹ [et les] 1530 F dont elle avait signalé la disparition ont été retrouvés chez elle⁷² ».

•

Nul doute que la criminalité des femmes mise en scène dans les faits divers suscite la curiosité et l'intérêt, au point de devenir parfois l'information essentielle du jour et de reléguer au second plan toutes les autres informations. Ainsi, à l'instar de la tragédie antique, le fait divers offre un spectacle édifiant, montrant les profondeurs de l'âme humaine. Quoi de plus énigmatique, en effet, que le procès d'Agnès B.⁷³, une mère de famille condamnée pour avoir volé des cadeaux de Noël pour ses enfants ? Par les enjeux généraux qu'il révèle, par la charge idéologique qu'il porte, par le lien social qu'il instaure, le fait divers s'impose comme un révélateur du fonctionnement de la société. Loin d'être anecdotique, il attire l'attention sur la criminalité féminine jusque là ignorée et dont la presse régionale se fait l'écho en présentant régulièrement, des années 1950 aux années 2000, les figures de la voleuse « nécessiteuse », de la voleuse domestique et enfin de la voleuse sournoise. La Nouvelle République contribue à la construction d'un système de représentations cohérentes.

71. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 7 octobre 1974.

72. La Nouvelle République du Centre-Ouest, lundi 7 octobre 1974.

73. L'Humanité, 8 janvier 2002.

RÉSUMÉ

La Nouvelle-République du Centre-Ouest réserve, comme d'autres journaux, une place non négligeable aux faits-divers. Ceux concernant les femmes représentent un peu moins de 15 % des affaires mises en scène. De tels pourcentages sont identiques à ceux fournis par les statistiques, d'abord judiciaires puis policières. De 1950 à 2000, les « faits-diversiers » construisent, à destination de leurs lecteurs, trois grandes figures de la voleuse. En premier lieu, la « nécessiteuse » qui dérobe des denrées alimentaires ou des vêtements, poussée par la misère et la nécessité ; en deuxième lieu, la voleuse domestique, dominée par l'employée, qui considère souvent qu'il ne s'agit pas d'un acte répréhensible mais d'une manière de compléter des gages ou un salaire ; enfin la voleuse « sournoise » diabolisée par nombre de journalistes. Le fait divers se présente pendant un demi-siècle comme un spectacle édifiant qui participe de la construction d'un imaginaire social faisant de la voleuse sournoise l'incarnation de la délinquance la plus sombre.

ABSTRACT

La Nouvelle-République du Centre-Ouest, like other newspapers, gives a not inconsiderable place to "faits divers". Those concerning women represent a little less than 15 % of the faits divers reported. Such percentages are identical to those provided initially by judicial statistics, then by the police. From 1950 to 2000, the "faits diversiers", built, for their readers, three great figures of the thief. Firstly, there is "la nécessiteuse", who steals food products or clothes forced by misery and the need, secondly there is the "voleuse domestique" who often considers that it is not a question of a reprehensible act but a manner of complementing wages or a salary; finally, there is the "sournoise" thief demonized by many journalists. The "fait divers" is during one half-century as an edifying spectacle which takes part of the building of an social imagination making of the "sournoise" thief, the incarnation of the darkest criminality.

VARIAS